

Droits politiques Le National ne veut pas d'un service citoyen en Suisse

- 19.03.2025
- Bluewin

ATS La Suisse ne devrait pas introduire de service citoyen. Le National a refusé mercredi, par 166 voix contre 19, l'initiative «pour une Suisse qui s'engage», sans proposer de contre-projet. Le PVL, le PEV et quelques élus du PS et des Vert-e-s étaient pour. Keystone-SDA ATS L'initiative populaire «Pour une Suisse qui s'engage» (initiative Service citoyen), déposée en octobre 2023, veut que tous les jeunes s'engagent au bénéfice de la collectivité et de l'environnement, et non plus seulement les jeunes hommes suisses dans l'armée. L'engagement pourrait être effectué au sein de l'armée, du service civil, de la protection civile ou d'un autre service de milice.

Une compensation financière doit être prévue. L'initiative a été tour à tour décrite comme sympathique, séduisante, intéressante ou charmante par des orateurs de tous bords politiques. La «bonne volonté» des initiants a été saluée. Toutefois, plus de points négatifs que de points positifs ont été soulevés au final. Questions ouvertes Tout d'abord, l'engagement volontaire ne doit pas passer par une obligation.

Des intervenants ont aussi fustigé plusieurs questions trop ouvertes au niveau de la mise en oeuvre. Si les personnes choisissent librement leur service, il y a un risque de sous-effectifs dans l'armée et la protection civile et de sureffectifs dans les autres domaines, a estimé Sidney Kamerzin (Centre/VS). Or l'initiative prévoit que les effectifs doivent être garantis dans le service militaire et la protection civile. L'initiative ne correspond pas aux besoins actuels de l'armée et de la protection civile qui ont des problèmes d'effectifs, a avancé pour sa part Didier Calame (UDC/NE). Benjamin Roduit (Centre/VS) a rappelé la nécessité plus aiguë de mesures de sécurité au vu de la guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques mondiales.

Conséquences économiques Le camp bourgeois a encore craint des répercussions négatives sur l'économie. Avec l'augmentation du nombre d'astreints, deux fois plus de personnes seront retirées du marché du travail, a avancé Thomas Hurter (UDC/SH). Cela entraînera aussi des coûts, a abondé Isabelle Chappuis (Centre/VD), articulant un montant de cinq milliards de francs par an. La Vaudoise a encore parlé de double pénalisation pour les femmes, si elles sont obligées de servir alors qu'elles effectuent déjà du travail non rémunéré. Il faut reconnaître cet «énorme travail» avant d'introduire une obligation pour les femmes, a appuyé Fabien Fivaz (Vert-e-s/NE).

La gauche a par ailleurs évoqué que le service citoyen pourrait être assimilé à du travail forcé, contraire au droit international. Elle a encore soulevé un risque de dumping salarial. Contre-projet La gauche demandait plutôt un contre-projet visant à réduire le temps de travail hebdomadaire, sans toucher au salaire, afin de laisser plus de place à l'engagement volontaire. M. Hurter a qualifié l'idée de «complètement utopique».